

la nouvelle
ACTION FRANÇAISE

HEBDOMADAIRE ROYALISTE - NOUVELLE SERIE - N° 45 - 1 FRANC - 8-3-1972

**OUAIS, MARCHAIS
MIEUX QU'EN
68 !**

REPUBLIQUE ou MONARCHIE

**REPONSE DU
Général D'ESNEVAL (Jacques Dinfreville)**

Politique contractuelle : OBJECTIF 73

Voici maintenant deux ans que Chaban-Delmas a lancé à grand fracas sa « nouvelle société » et tenté d'instaurer ses modalités sociales : actionnariat chez Renault (la fin de la condition prolétarienne !), contrats de progrès ça et là (« plus de grèves pendant deux ans ! » exultait-il après l'accord de 70 à E.G.F.). De cette politique contractuelle dont on reparle tant dans le secteur nationalisé — aux Charbonnages, à la S.N.C.F., à la R.A.T.P. — qu'en est-il exactement ?

A E.G.F., on s'en souvient, la C.G.T. ne devait se prononcer qu'après délibération de la base qui, informée « objectivement » et s'exprimant « démocratiquement », avait repoussé un accord cependant entériné par les autres syndicats et qui fut d'ailleurs appliquée vaillamment.

Cette fois-ci, l'offensive gouvernementale est de taille, et s'attaque à trois énormes catégories de salariés de l'Etat-patron : mineurs, cheminots, personnel de la R.A.T.P. Et c'est un échec total, pour le moment du moins :

— A la S.N.C.F., toutes les propositions directrices ont été unanimement refusées par les syndicats.

— A la R.A.T.P., c'est l'impasse, mais rien n'est réglé.

— Aux Charbonnages, la C.F.T.C., F.O. et la C.G.C. ont signé un accord salarial dont la C.G.T. et la C.F.D.T. n'ont retenu que les clauses relatives à la durée du travail.

DES CONTRATS PEU CONTRAIGNANTS

Chaban, cela va de soi, n'est pas content du tout. D'autant plus que la grande urnaison approche, et qu'il a toujours fait passer la politique contractuelle pour sa préoccupation majeure depuis son arrivée à Matignon. C'est donc, corollairement, l'un de ses meilleurs atouts électoraux. Il suffit pour s'en convaincre de se reporter aux fracassantes déclarations qu'il fit récemment aux Journées nationales de l'U.J.P. : « La politique contractuelle n'est pas un enjeu pour le gouvernement qui n'en a jamais tiré gloire et ne s'en est jamais servi comme d'un panneau électoral. » Ces propos n'auraient évidemment pas été tenus s'ils n'avaient eu pour but de nier l'évidence. Mais le Premier ministre n'a pas dit que cela, à ses supporters juvéniles : « Si la raison ne l'emportait pas, qu'on en soit certain, c'est avec des faits et des chiffres que l'opinion publique, souverain juge, serait saisie. »

Ce à quoi la C.G.T. a répondu : « Chiche ! » Car la C.G.T., elle aussi, a ses chiffres, et ce ne sont évidemment pas les mêmes : 9,5 % d'augmentation du coût de la vie en 71, contre 6 % avancés par le gouvernement. Que répondre à cela ? Dès lors que la politique contractuelle — qui a pour effet immédiat de lier les augmentations salariales au coût de la vie — est contestée dans ses arguments de base, qu'en reste-t-il ? Pas grand-chose. Georges Ségué, bon prince et fin démagogue, consent à s'en contenter : « On signe les bons accords, on refuse

les mauvais », les mauvais étant en l'occurrence ceux liés à l'indice officiel des prix. Et de ne voir dans la politique contractuelle qu'« un aspect des rapports qui doivent nécessairement exister dans un système tel que le nôtre, entre employeur et salariés ».

La sérénité qu'affiche la C.G.T. n'est d'ailleurs pas son apanage exclusif : si l'on excepte les mini-centrales hystériques du néo-capitalisme, tout le monde s'entend comme larons en foire pour éviter tout dogmatisme, signer ce qui est bon et refuser ce qui est mauvais, les affreux jojos de la C.F.D.T. tout comme les autres cégétistes, ceux de F.O. La C.F.D.T., ainsi, déplore que le gouvernement « mette systématiquement à son actif les accords signés tout en discréditant les refus de signatures », ce qui revient à dire qu'elle revendique aussi à son actif les contrats auxquels elle a souscrit. Et le doux Bergeron, qui n'a jamais autant parlé des finalités premières du syndicalisme que depuis qu'il leur tourne le dos, rappelle que « ce qu'on appelle la "politique contractuelle" ne date pas d'aujourd'hui. Depuis qu'il existe, le syndicalisme a revendiqué et obtenu le droit de négocier et d'inscrire dans les conventions collectives ce qui résulte de son action. Les accords réalisés n'ont jamais été et ne seront jamais que des compromis. »

CHABAN DELIRE...

Voilà, de tous côtés, la politique contractuelle ramenée à de justes mesures dont le Premier ministre semble dangereusement s'écarter. Qu'on en juge par les élucubrations tenues par le malheureux homme — toujours auprès des jeunes vieillards de l'U.J.P. : « Par ces accords, il s'agit de permettre aux entreprises de fonctionner sans à-coups, sans grèves qui paralysent l'économie, de permettre aux usagers de trouver les services qu'ils sont en droit d'attendre et aux travailleurs d'obtenir des garanties nouvelles, notamment dans la progression du pouvoir d'achat et, au-delà de ces objectifs qui suffiraient à justifier la politique contractuelle, il s'agit de transformer les relations professionnelles. »

Ce « baratin » débile destiné à des dé-

biles serait à classer dans la vaste anthologie de l'humour noir involontaire en politique s'il n'était, en fin de compte, inquiétant. En une seule phrase, Chaban justifie le refus du droit de grève, rejette sur les travailleurs la responsabilité du foutoir nationalisé et « transforme les relations professionnelles » grâce à des gribouillis au bas d'une page. C'est de la fumisterie, mais dangereuse.

... MAIS NE RESOUT RIEN

Il y a deux éléments fondamentaux dans la politique contractuelle : d'une part la plus subtile trouvaille secrétée par le capitalisme pour sa sauvegarde, et qui tend à étouffer dans l'œuf toute velléité d'auto-défense chez les travailleurs, en échange d'avantages salariaux remis toujours en question par l'inflation. Peu sont dupes, heureusement, et la pilule ne passe pas ou mal. Il y a, enfin, et c'est l'aspect le plus « actuel » de la question, une gigantesque esbrouffe électorale. Car, malgré les divagations de Chaban, les relations professionnelles ne sont en rien transformées par la politique contractuelle : son effet immédiat le plus sensible est un renforcement du « pays légal » ouvrier, puisque les travailleurs se voient encore plus tributaires des décisions syndicales. A long terme, si le gouvernement s'avère quelque peu bénéficiaire (1), les parlementaires bureaucrates des grandes centrales risquent de tirer tous les marrons du feu. Quant au prolétaire, il reste l'éternel dindon de la farce et, contrat ou pas, il continue de « camper aux portes de la cité ». A moins que, face à cette politique, il ait une réaction politique. Car, comme l'écrit Michel Schifres (2), « Ce n'est que maintenant qu'on s'aperçoit que l'expression "politique contractuelle" ne contient pas que le mot "contrat". Il y a aussi le mot "politique". Et c'est toute la "magie" de la politique contractuelle de l'avoir fait, jusque-là, oublier. »

Philippe DARTOIS.

(1) Encore que, malgré ses souhaits, rien n'empêche les centrales liées par contrat de faire la noubia si bon leur semble.

(2) « Combat », 29-2.

ABONNEZ-VOUS A LA N.A.F.

(Hebdomadaire royaliste)

Je, soussigné (nom) _____
 demeurant (rue) _____ n° _____
 à (ville) _____ (département) _____
 souscris un abonnement d'un an à la « N.A.F. » et verse la somme de
 (Tarif normal : 35 F. — Etranger : 45 F. — Etranger avion : 75 F)
 ● chèque postal joint (C.C.P. N.A.F. Paris 642-31)
 ● chèque bancaire joint
 ● mandat-lettre joint
 Date et signature : _____

Ouais Marchais, mieux qu'en 68 !

La semaine dernière, nous avons dit quel jugement nous portions sur l'assassinat de Pierre Overney à Renault-Billancourt. Depuis, les renseignements qui se sont accumulés ont confirmé le bien-fondé de notre position. L'homme qui a tiré n'était nullement en danger, les documents photographiques sont à ce sujet très explicites. Que l'on ne dise pas que la milice de Renault s'est trouvée surprise. La situation n'était nullement inédite. Ce n'était pas la première fois que les « maos » venaient à Billancourt. Régulièrement, plusieurs d'entre eux se retrouvaient à l'hôpital après leur distribution de tracts. A chaque fois ils recevaient le même « accueil » de la direction et de la C.G.T.

Certains ont avancé, pour tenter de justifier la direction et la C.G.T., que les maos tentaient de déclencher une véritable guerre civile à l'intérieur de l'entreprise. Il est vrai que leur littérature était particulièrement violente à l'égard du personnel d'encadrement. Mais est-on bien certain que ce dernier était pur des accusations portées contre lui ? Ne découvre-t-on pas encore un peu partout ces mœurs héritées du XIX^e siècle où la masse des travailleurs est conduite à la schlague par des équipes de gardes-chiourmes ?

Que l'on nous entende bien ! Nous ne voulons pas jeter un discrédit général sur ce personnel. Beaucoup de « petits cadres » tiennent leur rôle humainement. Au surplus ils ne sont pas responsables des conditions de travail qu'on leur impose. Par-delà les questions de personnes c'est tout un système politico-économique et idéologique qu'il s'agit de remettre en cause. Il s'agit de transformer le cadre de travail, changer radicalement la condition inhumaine de l'O.S., promouvoir une participation qui ne soit pas un leurre, un piège à gogos électoral. Pour y parvenir, et c'est là que nous nous séparons des maos-spontex, nous ne croyons pas que le moyen efficace consiste à attiser les haines. Le contre-maître dans cette affaire est souvent le lampiste du capitalisme.

N'empêche que s'ils se trompent sur les moyens et s'ils restent prisonniers de réflexes idéologiques, nul ne pourra refuser à Pierre Overney et à ses camarades une générosité et un courage peu communs aujourd'hui. C'est pourquoi le fait que plus de cent mille jeunes soient venus aux obsèques du jeune militant est d'une importance considérable. Une force avec laquelle il faut compter s'est révélée à cette occasion.

Evidemment, de multiples tensions existent au sein du gauchisme ; des oppositions violentes même. Celles-ci étaient apparentes samedi dernier. Ainsi les organisations trotskystes, la ligue communiste et l'Alliance des jeunes pour le socialisme se refusaient obstinément à crier des slogans hostiles au parti communiste et à la C.G.T. Le 28 février à Charonne, le secrétaire général de l'A.J.S., Charles Berg, n'avait-il pas déclaré au moment de la dislocation de son groupe : « Nous n'avons pas manifesté pour la même chose que ceux qui sont devant mais pour l'inverse, pour les syndicats ouvriers et leur unité. Dissolution... » Il y a un mois, Alain Krivine n'affirmait-il pas que la C.G.T. était le syndicat où ses militants devaient travailler ?

Cela signifie donc qu'au sein du gauchisme se crée un clivage qui deviendra de plus en plus net. D'une part les trotskystes qui entendent refaire un parti pur et dur dans la meilleure tradition léniniste, d'autre part toutes les formes spontanées de la contestation.

C'est ce second aspect du gauchisme qui requiert toute notre attention. Le spontanéisme, la contestation pure sont disponibles, ils ne sont pas fixés, ils sont incertains de leur doctrine et de leurs méthodes. Les militants de la « Cause du Peuple » aussi sont en recherche. Opposés aux bureaucraties capitalistes et staliniennes, ils sont bien en peine de trouver une tierce solution.

C'est pourquoi nous ne saurions rester indifférents face à cette force incertaine. Nous avons à lui offrir cette pensée politique qu'elle cherche vainement depuis qu'elle tente d'échapper au marxisme stéréotypé. Le slogan clamé l'autre jour par des dizaines de milliers de voix : « Ouais Marchais, mieux qu'en 68 ! » doit recevoir une réponse.

Si mai 68 signifie cette aspiration à se libérer des idéologies classiques, de la société capitaliste, en même temps qu'à la construction d'une société fondée sur la responsabilité et l'amitié, nous devons reprendre à notre compte ce slogan. La lutte contre les bureaucraties complices pour maintenir le statu-quo, doit aller jusqu'à la dénonciation des causes vraies de cette complicité. Il n'y a pas de raison que la contestation, si elle est éclairée, ne débouche un jour sur un ordre monarchique et communautaire.

La grande entreprise tentée par nos prédécesseurs du cercle Proudhon au début du siècle s'offre à nous dans un contexte nouveau. Nous serions coupables de laisser passer cette chance historique.

N.A.F.

Le Nord redémarre ?

Ce n'est évidemment qu'un pur hasard si « la Vie française », quinze jours avant le voyage nordique de Chaban-Delmas, dans un numéro spécial du 15 février, consacre sous ce titre une longue étude de la région Nord-Pas-de-Calais dont les conclusions, fort optimistes, ont dû certainement remplir d'aise notre sémiotique Premier ministre. Il nous faut hélas constater que si le bilan ainsi établi procède d'une simplicité au moins égale à celle d'une feuille d'impôt, l'examen de la situation réelle de cette région ne permet pas de considérer comme classé le problème d'une reconversion industrielle que d'aucuns laissent entendre désormais placée sur de bons rails.

UN DÉVELOPPEMENT ANARCHIQUE...

A dire vrai, il semblerait de prime abord qu'il s'agisse avant tout de mettre en avant certains moyens techniques et financiers pour que le problème soit résolu. Certes, ces moyens sont indispensables mais comment s'étonner que certains veuillent le réduire à ces dimensions lorsque l'on sait le profond mépris que professent la plupart des technocrates à l'égard de l'Histoire dont ils ne savent ou ne veulent tirer d'enseignement politique. Le problème est simple n'est-ce pas : le Nord a vécu du textile au Moyen Âge ; au XIX^e siècle, le charbon a pris le relais, maintenant qu'il n'est plus exploitable, trouvons autre chose et tout ira bien dans le meilleur des mondes !

Avec quelle facilité sont alors escamotés les impératifs du développement humain. L'Etat centralisateur et l'abolition des libertés locales et professionnelles, en particulier la suppression du droit d'association ont, sous la Révolution, rompu l'équilibre social et économique qui avait permis jusqu'alors un développement harmonieux de ces régions en dépit des guerres multiples dont elles avaient été l'enjeu. Dès lors se trouvaient réunies les conditions d'éclosion d'un prolétariat livré sans défense à l'exploitation éhontée qui marquera le développement de la société industrielle au XIX^e siècle. Certes nous n'ignorons pas les tentatives d'application par certains patrons de la doctrine sociale de la Tour-du-Pin mais force est de reconnaître que l'idée motrice de ce développement économique sera celle du profit le plus large et le plus immédiat seulement atténué chez les bien-pensants par un paternalisme dont les effets subsistent encore.

La confiance aveugle mise dans le charbon au XIX^e siècle va entraîner la dépendance de la majeure partie des activités régionales à l'égard de la houille, l'immigration massive de Polonais, Italiens, Nord-Africains employés dans les mines ou la sidérurgie, avec les conséquences qu'entraîne fatalement la crise d'une mono-industrie lorsqu'elle se produit.

... ET PEU SOUCIEUX DU CADRE DE VIE

Il y a plus grave : le tertiaire (Services et Université) a été négligé, entraînant la sous-administration de la région par des fonctionnaires, pour la plupart non originaires du Nord, n'a jamais été un bien, surtout dans un Etat centralisateur. En outre, la région perd peu à peu tout ce qui a contribué à marquer son génie créateur dans le domaine des lettres, des arts, de l'architecture. L'école flamande ne se renouvelle point et désormais on importera de Paris ou d'ailleurs les architectes chargés d'édifier les villes nouvelles, aussi bien que les professeurs de l'Université régionale. Enfin, le Nord voit s'étioiler toutes les activités axées sur la détente, le loisir et alors que le tourisme se développera peu ou prou en toutes régions — et l'exemple de nos voisins belges est là pour nous le rappeler —, le Nord ne sera même pas capable d'assurer les moyens de détente nécessaires à la vie de ses populations, ce qui ne contribuera pas évidemment à enrainer les fonctionnaires expédiés dans « l'enfer du Nord ».

LES ALÉAS DE LA RECONVERSION...

Les conséquences ne peuvent évidemment disparaître par quelques coups de baguette magique pompeusement appelés reconversion. Et d'abord qu'appelle-t-on reconversion. Cela se traduit par la création de nombreux emplois, par l'implantation d'industries nouvelles et, — sous-entendu — dans des cités nouvelles.

Sur le premier point, il nous semble difficile de discuter à travers des chiffres. Comment faire un bilan quand la comptabilité est variable ? On additionne toujours les créations mais, pour établir la balance comment faut-il totaliser les suppressions passées, présentes... et futures ?

L'implantation d'industries nouvelles nous amène à poser une question préalable qui nous paraît capitale. Sur quels critères et en vertu de quelles données sont-elles décidées ? Certes, il faut se réjouir que Dunkerque devienne un grand port à l'échelle européenne, c'est incontestablement l'intérêt de la France dans la mesure où les énormes investissements engagés l'ont été avec une probabilité suffisante de réussite. Et encore une fois se pose la question d'une diversification suffisante des activités industrielles pour assurer l'avenir. Pour dominatrice qu'elle fût, la houille eut au moins le mérite de durer plus d'un siècle !

Mais pour important que soit le problème de Dunkerque, il ne peut totalement faire oublier le développement des

autres grandes cités de la région. Mettre n'importe quoi n'importe où peut parfois apporter des satisfactions électorales mais répond rarement à l'intérêt général. Transporter une usine d'automobiles des Ardennes à la Garonne, en parachuter quelques autres ailleurs c'est confondre spectaculaire et sérieux ! Par contre dans une région où le secteur d'activités travaux publics-bâtiment est particulièrement dynamique, nous sommes tributaires pour diverses catégories de matériaux des usines et carrières belges voisines. Et ceci n'a qu'une valeur d'exemple.

... ET LA FAILLITE DE LA POLITIQUE D'URBANISME

Enfin le facteur humain semble particulièrement négligé dans cette affaire. Comme l'intendance, il suit. Certes tout « doit » être mis en œuvre pour que le problème de l'habitat soit résolu « en priorité ». Chacun en est conscient, mais dans quelles conditions ! Il faudrait consacrer un véritable ouvrage à cette seule question. Il nous faut cependant résumer : rien n'est coordonné. Quand les dotations de logements existent, il n'y a pas de crédits pour les équipements publics. Et encore ces derniers sont-ils « programmés », ce qui n'est pas le cas pour les transports, les services nécessaires à l'entretien, la sécurité, etc.

Evidemment on nous rétorquera que nous répondons à des chiffres par des considérations. C'est que les chiffres cités ne méritent bien souvent que des réponses lapidaires. On nous dit par exemple : les zones industrielles s'équipent : la moitié des zones citées n'a pas encore reçu sa première implantation industrielle.

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

Restauration nationale

édité par la S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs,
Paris-1^{er} - Tél. : 742-21-93

Abonnement un an : 35 francs
Abonnement soutien : 70 francs
C.C.P. NAF, Paris 642-31

Directeur de la publication :
YVAN AUMONT

Imprimerie Abexpress
72, rue du Château-d'Eau, Paris-10^e

On nous dit : on rénove les villes : la rénovation urbaine de Saint-Sauveur à Lille était déjà souhaitée au début du siècle, étudiée entre 1930 et 1940. Elle a démarré en 1960, est réalisée à 90 % en 1972 pour les résultats suivants : 2.000 logements neufs environ remplaceront 4.000 taudis et logements vétustes (ceci a touché 5 % environ de la population de Lille. Au moins 30 % vivent dans des conditions identiques). Remarque similaire pour la rénovation du quartier Edouard-Ausécle à Roubaix (durée moins longue cependant), entourée de quartiers où « vivent » entre autres, dans des conditions que l'on imagine, près de 20.000 étrangers divers. On n'étonnera personne en disant que dans ces deux rénovations « pilotes » il reste des appartements à vendre ou à louer.

A BAS LE RÉGIME DE LA CLIENTÈLE

Faut-il citer d'autres chiffres pour tirer les conclusions qui s'imposent. Nous n'hésiterions pas si nécessaire bien que la place nous soit mesurée. Pour que le Nord retrouve la vigueur et la prospérité que mérite son passé et justifient les qualités spécifiques de ses populations, la solution est d'abord politique. Elle passe par une vraie régionalisation permettant à la région d'être pleinement responsable de ses destinées.

Cette régionalisation doit permettre la reconstitution de corps intermédiaires représentant des différents aspects de la vie locale et sociale et surtout pleinement indépendants de l'Etat. Il est en effet scandaleux que les administrés actuels doivent attendre le salut de leur région de crédits accordés par un ministre — fut-il le Premier — en fonction de préoccupations électorales et sans souci des intérêts profonds économiques et humains de la région. En règle générale ces crédits, qu'ils soient dérisoires comme ceux qui sont accordés pour la reconversion de Béthune et d'Auchel, ou colossaux, comme ceux qui sont octroyés dans l'opération Dunkerque, sont alors employés dans la plus grande confusion et souvent en dépit du bon sens.

A cet égard nous renverrons dos à dos U.D.R. et esséfiots. Les premiers affirmaient cyniquement lors des dernières municipales que le renouveau du Nord et l'ouverture du robinet des crédits était subordonné à la victoire de la liste Ortoli à Lille. Les seconds ont présidé pendant des décennies aux destinées du Nord, un Nord qu'ils ont dominé de leur tyrannie féroce et mesquine. Et au temps où les socialistes étaient au pouvoir, les Guy Mollet et autres Laurent ont été incapables d'enrayer la crise du Nord. A bas donc les mafias électorales de droite ou de gauche ! Mais crier cela n'est-ce pas condamner la démocratie ?

Pierre CHARLET.

Une veillée d'armes électorale

Le voyage du Premier Ministre dans le Nord a été, comme prévu, une opération électorale en règle. Il est vrai que cette fois, l'homme à l'avoir fiscal avait à redorer une image de marque quelque peu ternie par les récents scandales. Il y est donc allé d'un grand discours sur sa nouvelle société, vendredi dernier.

Tout y est passé : l'éloge du dialogue, l'exaltation des accords paritaires et de l'autonomie des entreprises publiques, l'évocation rituelle du problème de la qualité de la vie et, bien sûr, l'énumération de toutes les mesures que le gouvernement a prises, prend et surtout prendra pour instaurer le plein emploi, freiner la hausse des prix, relancer les investissements et les exportations. La rhétorique du Premier Ministre n'a, semble-t-il, pas été suffisante pour donner quelque clinquant à ce catalogue confus.

L'accueil du Nord à M. Chaban-Delmas, sans être aussi hostile que l'opposition ne l'aurait souhaité, a d'ailleurs été très réservé. Ce sont davantage des actes que des paroles qui visiblement étaient attendus. Et de fait, Chaban a annoncé plusieurs mesures qui, notamment dans le bassin minier, ont été bien accueillies, telle la construction d'un tronçon de l'autoroute Calais-Dijon.

Pour le reste, le Premier Ministre a, bien entendu, promis la création de nouveaux emplois. Il reste à savoir si ces derniers ne seront pas créés artificiellement par des entreprises désireuses de toucher les primes à la décentralisation... avant d'être supprimées quelques années plus tard comme cela s'est par exemple produit à Béthune avec Benoto ! Belle illustration d'une politique au « coup par coup » davantage soucieuse d'un effet électoral à court terme que d'aménagement régional.

Ce goût du spectacle a également conduit Chaban à exalter l'opération Dunkerque. Malheureusement, le Premier Ministre ne s'est pas posé la question de savoir si cette opération gigantesque et coûteuse était vraiment rentable eu égard aux dépenses engagées, et si ses retombées humaines — pollution et bidonvilles — étaient très exaltantes (1). Et nous touchons là le drame du Nord : région favorisée économiquement parlant, d'abord par sa tradition industrielle, ensuite par le charbon, enfin par les faveurs du Pouvoir qui depuis le premier plan de modernisation en 1947 tient vaillamment à en faire une région-pilote, elle n'a aucune autonomie qui lui aurait permis de faire face avec souplesse aux à-coups de la reconversion post-carbonifère ; elle n'est pas structurée de manière à permettre l'installation d'activités qui n'obéiraient pas à la seule loi du profit, mais favoriseraient une meilleure qualité de la vie. Dans le cadre centralisé actuel, un patronat à la mentalité de mendiant peut trouver à court terme son compte, quitte d'ailleurs à faire monopoliser les subsides par le Nord au détriment du Pas-de-Calais (2).

A long terme les erreurs de toute une politique libérale et technocratique d'industrialisation dont le Nord est le symbole, sont grosses de révoltes graves.

Arnaud FABRE.

(1) Plutôt que d'installer des industries polluantes (pétrochimie, sidérurgie) dans une région déjà fortement dégradée et sur un site portuaire qui n'a rien d'une rade, n'aurait-il pas mieux valu développer le secteur tertiaire et la recherche ?

(2) ... Et utiliser ces subsides pour aller réaliser des investissements en Belgique.

NAF TELEX - NAF TELEX

● **URBANISME.** — Il est prévu de construire sur le plateau Beaubourg, dans le cadre de la rénovation du quartier des Halles, un gigantesque centre culturel. Ce monument, tout à fait de style moderne, va bien sûr détruire l'harmonie architecturale du Marais et congestionner une place qui devrait être réservée à la promenade. Il est scandaleux de massacrer ainsi un quartier dont les hôtels, restaurés et rénovés, pourraient à bien meilleur compte servir de centres culturels.

● **QUIBERON.** — La statue du général Hoche à Quiberon a été plastiquée la semaine dernière. Opération du F.L.B. ? Possible. Dans ce cas, il est réconfortant de voir les régionalistes les plus enragés s'en prendre par priorité à celui qui reste un des symboles à la fois de l'oppression de l'ouest chouan et de la confiscation de la Nation par le parti républicain.

● **FAURISME.** — Le colloque du « Comité d'études pour un nouveau contrat social »,

qui rassemble une soixantaine de députés fauristes de la majorité, a été dominé par une offensive en règle contre la politique du gouvernement actuel. Tout se passe comme si l'ancien ministre de l'Education nationale voulait se « placer » comme successeur possible de Chaban, avec en réserve un programme couplant les idées du Manifeste Radical à celles de la « Nouvelle Société ».

● **RADIOSCOPIE.** — Nous reviendrons la semaine prochaine sur l'interview de Gérard Leclerc par Jacques Chancel. Au cours de cette émission qui était un véritable événement — pour la première fois cinquante minutes d'affilée étaient consacrées à l'A.F. sur les ondes de l'O.R.T.F. — notre directeur a pu tout à loisir démolir l'image du monarchiste vieux hobereau aigri tourné davantage vers le passé que vers l'avenir. A voir les réactions de Jacques Chancel, il semble avoir à la fois surpris et intéressé celui-ci.

LE GÉNÉRAL D'ESNEVAL : La

N.A.F. — Mon général, notre entretien se déroule en Normandie, pays de ceux que La Varende appelait les « Manants du Roi ». Est-ce que cela évoque quelque chose pour vous ?

Gén. d'E. — Oui, bien sûr. Mon père a été l'un des héros du livre que La Varende a consacré à ces « Manants du Roi ». Il y est dépeint sous les traits du baron d'Heneval dans l'épisode qui relate un enterrement d'Action française à l'époque de la condamnation. Il y a ainsi des permanences qu'il ne faut pas négliger. Il ne faudrait pas que la « Nouvelle Action française » s'écarte de ces « Manants du Roi », qui sont encore nombreux parmi tous les Français et dans toutes nos provinces. Alors, ne les « escarbouillez » pas, comme disait Barbey d'Aurevilly en parlant des vieux, car il faut aussi des vieux dans un mouvement de jeunes !

N.A.F. — La monarchie n'est-elle plus pour vous qu'un beau souvenir ou bien reste-t-elle un régime actuel ?

Gén. d'E. — La monarchie demeure un régime actuel. Ce qui me donne confiance dans la monarchie, c'est qu'elle a toujours été évolutive. Son histoire montre en effet qu'il n'y a jamais eu deux régimes semblables. Les exemples très divers de Saint-Louis, de Henri IV, de Louis XIV et de Charles X prouvent que la monarchie a constamment évolué et finalement, à travers beaucoup de vicissitudes, réussi.

N.A.F. — Comment, selon vous, la monarchie pourrait-elle revenir ?

Gén. d'E. — Il faut d'abord avoir des idées nettes et fermes. Ensuite, quand le programme est tracé, des occasions s'offrent et il faut être prêt à les saisir. On peut regretter celles qui ont été perdues durant la dernière guerre et pendant la période dite de décolonisation. Mais, contrairement à beaucoup de vos interlocuteurs, je me garderai de tout pessimisme. Il y aura d'autres occasions, j'en suis certain. Conservons notre foi, notre courage et notre enthousiasme...

N.A.F. — Pensez-vous que les accords militaires et économiques actuellement nécessaires aillent à l'encontre de la permanence de la personnalité française ?

Gén. d'E. — Je pense que le maintien de la personnalité française est toujours nécessaire. Mais l'affirmation de cette personnalité ne doit pas exclure, dans la politique, la stratégie et l'économie, une permanente concertation, des accords, un travail en commun.

Le grave danger soviétique qui nous menace oblige les Européens de l'Ouest à travailler ensemble dans la période qui s'ouvre. Il est évident que le « parapluie

atomique » ne peut pas être le seul fait de la France. Mais sur le plan de la logistique également il serait stupide de dépenser des sommes fabuleuses pour que chaque nation crée son char, son fusil ou sa cartouche, ou bien encore pour qu'elle édifie son propre système de télécommunications. Un travail en commun, comme celui qui a été fait dans le cadre de l'Alliance atlantique, permet d'obtenir de bons résultats, avec des frais moins élevés.

Dans le domaine économique, il doit aussi y avoir concertation parce que, dans la

Le général d'ESNEVAL appartient à une ancienne famille de Normandie (né à côté d'Yvetot, le 29 décembre 1901).

Il a été surtout, au cours de sa carrière d'état-major, un spécialiste du Deuxième Bureau. Il a servi comme tel auprès du maréchal de Lattre. Cela ne l'a pas empêché de combattre en France, en Afrique et en Asie. Il a commandé le régiment du Morvan, le 46^e R.I., le Groupe Mobile Nord-africain, la 4^e Division motorisée.

Il a écrit sous le nom de Jacques Dinfréville : L'opération Indochine, L'effervescence du maréchal de Saint-Arnaud, MM. les Ex. ou le fil de l'honneur, Le Roi Jean (Vie et mort du maréchal de Lattre), (La Table Ronde).

période que nous vivons, l'économie est une condition indispensable de la réalisation d'un appareil militaire. Sur le plan social enfin, il faut trouver des façons de penser communes dans le cadre occidental. Or la monarchie, loin de s'y opposer, favoriserait ces unions nécessaires. L'entrée de la Grande-Bretagne dans le marché commun peut nous donner à réfléchir : la monarchie anglaise, sans aucun doute, va accroître encore son influence en Hollande, en Belgique, au Luxembourg, au Danemark, en Norvège, des pays dotés d'un gouvernement monarchique qui ont toujours constitué une sorte de ceinture stratégique protégeant les îles britanniques. Notons que les monarchies seront désormais en majorité au marché commun.

N.A.F. — Cette coopération économique et militaire doit-elle aller jusqu'à une véritable intégration ?

Gén. d'E. — Je pense que la personnalité des armées doit subsister. On peut très bien avoir un parapluie atomique commun et une logistique sans pour autant imposer aux différentes armées un uniforme identique. Vouloir créer un esprit européen ne doit pas conduire à la suppression de l'esprit de corps qui est « la force principale des armées », le meilleur garant de la discipline.

N.A.F. — La communauté nationale, et les communautés qu'elle englobe, sont-elles à vos yeux un rempart efficace contre le totalitarisme, qu'il soit de gauche ou de droite ?

Gén. d'E. — Dans le moment présent, vouloir jeter par-dessus bord des communautés qui existent, qui ont montré leur action bénéfique au cours de notre histoire, afin de les remplacer par des constructions incertaines, serait assurément très dangereux. Le patriotisme est une force qu'on ne saurait négliger. Il n'y a pas encore de patrie européenne. « Avoir fait de grandes choses ensemble, vouloir encore en faire, telles sont les conditions pour être un peuple », écrivait Renan. L'Europe n'est pas encore un peuple...

N.A.F. — On parle actuellement d'une crise de civilisation. Reconnaissez-vous son existence et, dans ce cas, quelles solutions pensez-vous que l'on puisse y apporter ?

Gén. d'E. — Cette crise, inhérente à la société de consommation, est une incontestable réalité. Vouloir nier la gravité de l'explosion de Mai 1968 serait une erreur. Le malaise de la jeunesse exprime une révolte souvent justifiée contre la prison où l'on nous invite à vivre aujourd'hui. Les remèdes ne sont pas faciles à trouver. On ne peut refuser le progrès, ni la nécessité du machinisme. Mais l'homme n'a pas changé dans sa structure même. Il faut s'appliquer à adapter la machine à l'homme, et non le contraire. La monarchie, en présence de cette crise, disposerait de plus d'atouts que la démocratie. Elle serait moins prisonnière de la masse qu'un gouvernement démocratique. Elle ne serait plus la servante de la ploutocratie. Sa permanence lui permettrait de ne pas abandonner le pouvoir aux technocrates et aux mass-média, ces deux fléaux du moment. Par là même, pour réaliser la synthèse nécessaire entre les acquis de notre civilisation et les impératifs du monde moderne, une monarchie disposerait d'armes plus efficaces qu'un gouvernement issu du suffrage universel.

N.A.F. — Mon général, vous avez fait une partie de votre carrière dans l'ancien Empire français. Malgré les événements des vingt dernières années, pensez-vous que la France ait encore un rôle à jouer dans le monde francophone ?

Gén. d'E. — Il n'est pas douteux qu'il existe des rémanences françaises, notamment des souvenirs de la présence de notre armée, en Afrique noire, dans le Maghreb et en Extrême-Orient. Notre colonisation a été plus désintéressée que celle des autres grandes puissances. La pérennité de la langue française peut servir notre cause et celle de la civilisation chrétienne.

ou Monarchie monarchie demeure un régime actuel

Méfions-nous cependant que ces rémanences ne soient fugitives. Si nous voulons que la francophonie subsiste, il nous faut faire preuve d'une volonté de rénovation. Il faut que la France soit forte économiquement, militairement.

Dans ce domaine-là encore, la monarchie serait nécessaire. L'exemple de l'Angleterre est là pour nous le prouver. Le lien sentimental de la dynastie britannique demeure efficace dans le « Commonwealth ».

N.A.F. — Mon général, quel jugement portez-vous sur le mouvement d'Action française ?

Gén. d'E. — Je serais prudent sur ce sujet : la personnalité de Charles Maurras incline à la modestie, à la méditation, au

silence ! Elle est telle que l'on peut prononcer le mot de génie. Ce fut un grand poète en même temps qu'un grand politique. Il est regrettable pour la France qu'il ne soit pas devenu un homme d'Etat. C'est lui qu'il faudrait appeler « le Grand Charles »...

Par ailleurs, l'influence des idées d'Action française a été considérable, non seulement en France dans tous les milieux sociaux, mais aussi en Europe et dans le monde entier. Parmi les puissants de l'heure, bien rares sont ceux qui n'ont pas été touchés à un moment de leur vie par les idées de Maurras. Cela dit, l'Action française a certainement commis des erreurs de tactique, mais je me garderai de la condamner parce qu'elle a été placée dans des circonstances difficiles.

Quant à vous, qui avez fait de Maurras votre maître, ne considérez pas sa pensée comme quelque chose de figé, n'ayez pas à son égard l'attitude des musulmans face au Coran. Il vous faut partir des faits présents, de la société de consommation que Maurras n'a pas connue mais dont il avait discerné longtemps à l'avance la venue ; du danger soviétique qui nous menace chaque jour davantage. Il vous faut partir des nouvelles données de la stratégie, des nouvelles conditions économiques. Tout en restant fidèle à la pensée maurrassienne, il faut la placer dans le cadre actuel. C'est ainsi que vous parviendrez à créer le milieu favorable nécessaire à toute entreprise de restauration monarchique. Ces légions de jeunes animées de la foi. Sans elles, point de salut !

Un royaliste de progrès

L'admirable, avec un homme comme le général d'Esneval, qui a derrière lui une belle carrière militaire et possède une longue expérience des hommes et choses, c'est son état d'esprit résolument tourné vers l'avenir. Alors que beaucoup ne cessent de se lamenter à propos de tout et restent enfermés dans leur tour d'ivoire, occupés à jeter l'anathème sur ce qui tente de faire vivre ce qui mérite de vivre, lui nous encourage, lui ne désespère pas de la France et de son rôle dans le monde, lui pense que la monarchie est plus nécessaire que jamais.

L'encouragement d'un vrai traditionaliste nous est précieux et nous n'aurons pas de peine à suivre son conseil : non la « Nouvelle Action française » ne s'écartera pas des Manants du roi puisque ces hommes fidèles savent à quoi ils sont attachés, connaissent la valeur de ce qu'ils défendent. Leur tradition n'a rien à voir avec le conservatisme bêta puisqu'elle implique un mouvement, celui même de la vie.

Les vrais traditionalistes ne furent-ils pas au cours du XIX^e siècle les premiers à dénoncer l'exploitation du travailleur par le capital ? Le colonel de la Tour-du-Pin, avec sa cogestion, apparaîtrait encore aujourd'hui, à bon nombre de conservateurs, comme un épouvantable « gauchiste », complice inconscient du communisme... Le général d'Esneval est bien dans cette lignée, lui qui n'hésite pas à reconnaître l'importance majeure des événements de mai 68, et n'a pas peur de dénoncer l'absurdité de la société de consommation.

Ce qui paraît à l'historien (on connaît la grande science historique de Jacques Duffrenville) le caractère majeur de l'institution monarchique c'est son extrême souplesse et donc son aptitude à l'évolution. Dès lors, la monarchie est toujours moderne, adaptée à son temps, au nôtre en particulier. Il importe de la restaurer, l'occasion viendra.

Ces principes posés, il importe de faire le catalogue des questions posées à la France d'aujourd'hui. La nécessité des alliances n'implique absolument pas la dissolution des personnalités nationales, pas plus que la fin de l'indépendance française. Précisément une des vertus de la monarchie tient dans cette faculté d'ouverture et de coopération internationales qui exclut toute aliénation politique. Philippe Sénart rappelait récemment dans « Combat » cette page de Kiel et Tanger où Maurras montrait que les hommes d'ancien régime, et même les négociateurs du traité de Vienne, s'étaient montrés meilleurs européens que tous nos politiciens républicains.

De même une autre vertu monarchique, la vertu fédératrice, celle qui fait désirer l'alliance française parce que celle-ci n'est pas ressentie comme un assujettissement par les petites et moyennes nations, cette vertu apparaît spécialement précieuse lorsqu'on considère ce monde francophone où demeurent tant d'apports français et se font entendre tant d'appels à une communauté nouvelle. Sur ce point encore, le général se montre royaliste de progrès. Plutôt que de s'appesantir sur les occasions perdues et les échecs les plus éprouvants, il préfère me-

surer le possible, définir les conditions d'une œuvre à la mesure de la générosité française.

En terminant le général insiste sur ce qu'il faut bien appeler la charte intellectuelle de la Nouvelle Action française. Tradition et progrès, voilà bien le couple indissociable dont nous avons fait notre devise depuis notre naissance. Fidélité totale à l'essence même de la pensée maurrassienne, à la philosophie politique et à la méthode en même temps qu'ouverture d'esprit non moins totale à la modernité, aux données nouvelles de l'économie.

En stratégie, un militaire se trouve particulièrement à son aise et ce n'est pas le général d'Esneval qui nous expliquera que notre stratégie politique n'a pas à évoluer conformément à la nature du terrain et aux manœuvres de l'adversaire. Notre entreprise de royalisation du pays implique une continue adaptation à l'état du pays, à celui des forces sociales. Ainsi notre esprit contestataire ne rebute pas ce descendant des Manants du roi qui voit que la contestation de la société de consommation implique forcément le refus de la démocratie et la recherche d'un art de vivre essentiel à une société monarchique. Avec nous le général d'Esneval tente de faire passer les Français actifs du grand refus à l'insurrection contre la république.

Gérard LECLERC,
Bertrand RENOUVIN.

La vision chinoise du monde

UNE SAGESSE REALISTE ET RESOLUMENT MATERIALISTE...

Pour les populations agricoles attachées à un sol dont la fécondité dépend de la nature, les difficultés de l'existence ont toujours eu pour résultat de forger des hommes durs, attachés à leurs coutumes et ancrés dans leurs habitudes : pour eux aucune innovation ne peut prévaloir sur une longue expérience que les ans ont éprouvée. Le paysan chinois ne diffère pas sur ce point de ses congénères des autres parties du Globe. Au cours des siècles, au contact de la nature, il a élaboré une forme de sagesse réaliste, mélange de bon sens un peu borné et d'esprit de mesure. Il ne faut donc pas s'étonner que toute sa recherche fut de connaître l'ordre voulu par la Nature, car c'est seulement en se soumettant à cet ordre, que l'on peut être assuré de la fécondité des récoltes et de la prospérité de la vie. Nous l'avons déjà indiqué, pour lui, cette notion d'ordre tend à se confondre avec celle de BIEN, tandis que le désordre, qui compromet l'avenir et peut mettre notre existence même en danger, s'identifie au MAL. Dans l'un et l'autre cas il s'agit d'une réalité concrète et non d'un concept intellectuel.

Dans une telle perspective l'HARMONIE est la plénitude et la manifestation de l'ordre, et le BEAU sera fait d'équilibre et de mesure. Certes une telle notion ne fut jamais clairement formulée, pourtant on peut affirmer que depuis la plus haute antiquité tout l'art de la Chine en est la vivante illustration.

... JOINTE A UN MEPRIS DE TOUTE SPECULATION

A cette conception un peu limitée qui confond le bien et le mal avec des réalités matérielles, vient s'ajouter en corollaire essentiel une méfiance instinctive pour toute spéculation métaphysique. Confucius l'avait déjà signalé qui affirma que pour nous, qui ignorions tout de notre vie terrestre, il serait ridicule de tenter d'épiloguer sur la nature de l'au-delà. Toute sagesse est vaine qui ne tend pas à une amélioration de notre condition humaine.

Avec une méfiance toute paysanne pour tout ce qu'il ne peut toucher, le Chinois croit qu'à un raisonnement si brillant paraît-il, un homme plus habile pourra toujours en opposer un meilleur, ou à tout le moins un aussi probant. S'il apprécie tout ce que l'usage lui révélera bon, il se méfie d'instinct de tout ce que l'on prétend vrai. Toute connaissance, toute recherche, qui n'a pas d'application ou de résultat concret est oiseuse et sans intérêt.

Le Chinois n'a donc jamais tenté de comprendre le monde d'une manière théorique et d'en définir le système, mais à en connaître les lois — je dirais même les règles ou le mécanisme — pour s'en assurer le bénéfice.

Même, on ne le soulignera jamais trop, les spéculations les plus échevelées du Taoïsme sont faites dans un but essentiellement utilitaire et pratique, celui d'améliorer nos conditions d'existence humaine.

Quand je dis que pour le Chinois l'ordre terrestre est conçu comme devant être à l'image de l'ordre céleste, je ne définis pas encore une fois une cosmogonie théorique, mais une affirmation pratique. Les Chinois n'ont jamais cherché à définir le Ciel ou l'Empereur d'En Haut, dont l'empereur est sur terre l'homologue, mais ils pensent que ses volontés, révélées concrètement par les phénomènes naturels doivent servir de règles et de normes à notre vie de tous les jours. L'Empereur est, en somme, le pivot du système, il est chargé, tant qu'il demeure investi du mandat divin (qu'il peut perdre d'ailleurs comme dans le cas d'une révolution victorieuse qui le renverserait), de faire connaître à ses sujets l'ordre voulu du Ciel auquel il est seul accrédité pour rendre un culte et dont il est le seul interprète.

LE CALENDRIER EST LA DEFINITION MATERIELLE DE L'ORDRE

Cette notion d'ordre très matérielle aboutit à ce résultat un peu surprenant que le premier devoir de l'Empereur est de promouvoir le calendrier, qui permettra de connaître les dates fastes pour les moissons. Solennellement, chaque année, il trace le premier sillon, donnant l'exemple à ses sujets. C'est lui qui détermine la mesure étalon.

L'exagération de ces principes tend d'ailleurs à multiplier dans le calendrier les interdits ou les prescriptions, et il faut reconnaître qu'au cours des ans, cette observance du calendrier s'est encombrée d'un tas de croyances superstitieuses dont un bon nombre d'ailleurs sont loin d'être anodines (bien des nouveau-nés par exemple furent abandonnés pour avoir été mis au monde à une heure néfaste).

QUAND ON AGIT ON NE SAURAIT ETRE TROP PRUDENT

Cette conception très matérielle de l'ordre et de la volonté du Ciel aboutit à une superstition qui finit par dominer tous les instants de la vie. Car on ne saurait prendre trop de précautions avant d'agir, toute imprudence pouvant se révéler fatale. Le tutorisme veut donc que l'on prenne la peine de consulter les sorts avant toute action importante, mariage, enterrement, réception, mais aussi conclusion d'un marché ou visite... La divination que pratiquent les Chinois depuis la plus haute antiquité (les plus anciens caractères connus sont ceux des inscriptions divinatoires, 1.500 ans avant notre ère), n'a pas pour but de chercher à savoir si l'on sera heureux ou malheureux, mais seulement si une action est ou non opportune, conseillée ou dangereuse. Notons que le paysan chinois est madré et

qu'il estime que, de même qu'il y a toujours un moyen d'acheter un mandarin terrestre, il est toujours possible de trouver un accommodement avec le Ciel : le culte fournit justement ces moyens magiques de violenter le Ciel s'il est besoin.

La divination la plus anciennement connue est d'ailleurs fondée sur une notion d'analogue grossière : l'instrument en était l'écaille de tortue, dont la forme rappelle celle de l'Univers : dos arrondi comme la voûte céleste, poitrine plate comme la terre, on applique le feu sur des points de cette écaille et l'apparence des brisures sur cet homologue de l'Univers fera connaître la volonté du Ciel. Soulignons qu'il ne s'agissait pas de découvrir un avenir lointain, mais de définir la règle d'une action immédiate : « ira-t-on à la chasse avec succès ? » et, dans le cas de l'affirmative, le scribe prudent gravait, à côté de la question, le tableau de chasse.

HOSTILE A TOUTE RELIGION DOGMATIQUE, LE CHINOIS APPRECIE UNE MORALE SI ELLE EST BENEFIQUE

Certes le folklore chinois est rempli de fables et récits merveilleux, miracles et résurrections des morts y abondent. Mais toute cette fantasmagorie ne demande jamais une adhésion de foi : rien n'étonne jamais un Chinois qui est à la fois, paradoxalement, l'être le plus sceptique et le plus crédule qui soit.

Sceptique, il l'est quant aux dogmes et aux explications théoriques ; crédule, il l'est dans le concret des faits de tous les jours. Car, après tout, à côté du merveilleux que l'on trouve à chaque instant dans les phénomènes naturels, qu'on d'extraordinaire les renards qui se transforment en hétaires ou en vampires, ou les revenants qui cherchent à se repaître du souffle des vivants ?... Dans la vision du monde des Chinois, un certain surnaturel apparaît comme une frange de notre expérience quotidienne, qui n'étonne ni ne surprend, mais sur lequel il serait vain de se fonder pour tenter de trouver un système philosophique.

Pas plus les miracles que le dogme n'ont convaincu les Chinois, mais seulement la qualité d'une morale qui, si elle est meilleure, sera plus efficace et donc pratiquement plus utile : car mieux elle fera connaître l'ordre voulu du Ciel, plus elle permettra d'améliorer la condition humaine.

En bref, l'attitude du Chinois vis-à-vis du monde est essentiellement pragmatique, dédaigneux de toute systématisation il tend à penser qu'expliquer le monde est sans intérêt si ce n'est dans le but de découvrir l'ordre voulu du Ciel, car ce n'est qu'en se conformant de son mieux à cet ordre, qui se confond pour lui avec la loi de la Vie, qu'il pourra enfin connaître paix et sécurité.

Yann KERLANNE.

Prochain article : « La Famille et la Société ».

Nixon à Pékin : un jeu de dupes

Au terme du voyage de Nixon en Chine, les observateurs s'interrogent avec un certain malaise, en particulier aux U.S.A. Pour une fois, conservateurs et libéraux sont d'accord : l'Amérique ne reçoit rien, mais lâche Formose. Les divers candidats à la succession de Richard Nixon ne sont pas les derniers à émettre des critiques : « Des concessions ont été faites par le président et par le docteur Kissinger, mais les Chinois n'en ont fait aucune », a dit le sénateur Humphrey, ancien vice-président et candidat démocrate. Un autre candidat démocrate, le sénateur Jackson, a déclaré en termes rudes : « Nous faisons le retrait, les Chinois ne font rien : cela me semble de mauvais maquignonage. »

Les termes du communiqué de Shanghaï n'apportent pas grand chose : hormis les banalités sur la nécessité d'établir une paix durable, les U.S.A. « prennent acte du fait que pour tous les Chinois, nationalistes ou communistes, Taiwan fait bien partie de la Chine : à vrai dire, ni Mao Tsé-toung ni Tchang Kai-chek n'ont jamais cessé de l'affirmer avec une égale vigueur. Quant au retrait des troupes américaines stationnées à Formose, il n'a qu'une valeur symbolique ; en fait, la Chine nationaliste a la meilleure armée d'Asie et ne craint nullement les troupes maoïstes, déchirées par les conflits, récemment privées d'une partie de l'état-major et du corps des officiers. L'évacuation des troupes américaines est antérieure au voyage de Nixon : en juillet 1969, date de l'annonce du désengagement américain en Asie, seize mille soldats américains étaient basés à Taiwan. Au moment du communiqué de Shanghaï, il n'en restait plus que huit mille : là encore, le « droit » s'adapte au fait, et rien de plus.

La question de relations diplomatiques n'est pas réglée, mais il est vraisemblable

que les Etats-Unis contourneront l'obstacle en envoyant régulièrement et discrètement à Pékin des hauts fonctionnaires directement mandatés par le président. Le voyage aura d'ailleurs prouvé (mais nous le savions déjà) que la diplomatie secrète l'emporte sur la diplomatie ouverte, et que n'importe quel journaliste américain en sait autant que M. William Rogers, secrétaire U.S. aux affaires étrangères.

Sur le plan économique, qui intéresse de prime abord la capitaliste Amérique, les premiers pas ont été faits, toujours par les Etats-Unis, et sans contrepartie : en juillet, allègement des restrictions sur le tourisme américain en Chine ; en décembre, suppression du plafond de cent dollars pour l'achat de marchandises chinoises ; autorisation du commerce de marchandises non-stratégiques avec la Chine ; en août, suppression des restrictions qui empêchaient les compagnies pétrolières américaines de fréter des navires à destination de la Chine. Le voyage de Nixon ne fera qu'augmenter ces relations antérieures au voyage lui-même. Une comparaison s'impose en ce domaine : le commerce extérieur de la Chine populaire (700 millions d'habitants) est égal à celui de la Chine nationaliste (14 millions d'habitants). Il y a dans cette situation de quoi faire réfléchir les nations les plus commerçantes.

Nixon soutenait que ce voyage « changerait la face du monde ». Pour notre part, nous n'y voyons qu'une simple adaptation à un rapport de force et une politique hasardeuse qui lâche la proie pour l'ombre. C'est sans doute tant mieux pour les intellectuels progressistes des U.S.A. et les industriels, mais les nations qui n'ont pas la chance d'appartenir au triangle Chine-U.S.A.-U.R.S.S. attendent autre chose pour changer la face du monde.

Axel ALBERG.

Arts

La tenture de David et Bethsabée

Depuis 1847, le Musée de Cluny possède cet ensemble unique du XVI^e qu'est la Tenture de David et Bethsabée. Elle est actuellement présentée au public dans les salles du Grand-Palais.

Celle-ci, de 337 m² de surface, se compose de 10 tableaux. De facture bruxelloise, elle fut sans doute tissée pour Marguerite d'Autriche, gouvernante des Pays-Bas, et l'auteur des cartons en serait Jean van Roome, dit Jean de Bruxelles, mais cela n'est encore qu'une hypothèse.

Devant cette œuvre, on admirera les nombreux détails, les décors d'architecture ou ceux de plein air, teintés d'un naturalisme charmant, les sols jonchés de ravis-

santes fleurs toutes différentes ; ou bien beaux pavements italianisants, la grande qualité du dessin de ces personnages, aux visages individualisés exprimant chacun leur sentiment, même dans les tableaux où la foule est dense (6^e).

On remarquera aussi ces vêtements somptueux aux plis lourds qui s'écrasent au sol, ces attitudes innombrables, ces teintes douces parfaitement ordonnées qui ne « crient » jamais, ces jeux d'ombres et de lumière obtenus à cette époque par les hachures qui donnent profondeur et relief.

Au moment où cette tenture fut tissée, il n'y avait qu'un nombre restreint de coloris. Ce n'est que beaucoup plus tard que l'on

obtiendra la diversité de milliers de tons. Ici les laines et les soies ont été choisies avec soin ainsi que les fils d'or et d'argent qui concourent à la beauté et à la richesse de cette tenture. Pour chacun de ces 10 tableaux, la composition est différente, soit en pyramide, au centre d'un décor architectural ou en frise ; et l'influence des grands peintres flamands se fait sentir. Tout, dans cette œuvre, n'est qu'élégance, distinction, poésie, et si plein d'un charmant raffinement que l'on ne peut qu'être séduit par cette exposition du Grand-Palais.

Anne RICHARD.

Discussions monétaires et indépendance politique

Vendredi 3 mars prenait fin à Versailles la conférence réunissant cent dirigeants d'entreprises de taille internationale américaines et européennes. Les problèmes monétaires ont dominé les débats, tandis que M. Giscard d'Estaing donnait à cette réunion une dimension politique, rappelant ainsi les thèses françaises sur le système monétaire international. Au-delà du bilan technique qu'il présentait, c'est bien le fait politique qui l'emporta, car s'il est un domaine où la politique et l'économie sont étroitement liées, il s'agit bien de celui-là, aujourd'hui encore au centre des préoccupations d'une Europe à peine « élargie » et non pour autant plus structurée ou plus « efficace ».

Plus que jamais l'indépendance de la France est réglée sur la politique à suivre en matière de concertation économique et monétaire.

L'EUROPE FACE AUX U.S.A.

Aux Chequers, entre Georges Pompidou et Edward Heath, il sera bien sûr question du projet d'union économique et monétaire — dont le plus chaud partisan est Willy Brandt — mais après les discussions techniques, le débat véritable portera essentiellement sur l'indépendance de l'Europe face aux U.S.A.

Le 15 août dernier, renouant avec un certain isolationnisme, la « bombe Nixon » mettait l'Europe devant le fait accompli. Attaqué depuis des mois sur tous les marchés, le dollar fut mis à l'abri par l'inconvertibilité avec l'or, tandis qu'une taxe à l'importation était créée. Depuis plus de vingt-cinq ans, l'hégémonie du dollar s'est faite partout sentir, donnant aux U.S.A. le leadership économique du monde. Mais le déficit de sa balance générale des paiements, l'inflation exportée et sévissant rapidement dans les pays développés, l'accroissement de la masse des capitaux « volants » à caractère spéculatif, faisaient craindre le retour de 1929. L'expansion économique de l'Europe, trop dépendante du dollar, risquait à chaque moment d'être remise en cause. Bien sûr, nombre de palliatifs furent mis au point (tels ces Droits de Tirages Spéciaux [D.T.S.] dont le développement doit se faire au détriment de l'or, de la livre ou du dollar). De telles mesures pouvaient permettre d'espérer une régularisation des mouvements de capitaux à long et court terme. En fait, seul un réajustement des monnaies par rapport à l'or et au dollar constituait, dans un premier temps, une solution à court terme.

Ce fut chose décidée le 14 décembre aux Açores, tandis que quatre jours plus tard, le 18, l'Assemblée des Dix — les dix pays les plus développés et les plus riches du monde — fixait les bases d'un réalignement général. M. Giscard d'Estaing se félicitait alors de ce que le franc fût conservé égal à lui-même, alors que le dollar dévaluait de 8,57 %, tandis que le mark et le yen supportaient des réévaluations respectives de 4,61 % et de 7,66 %. Le cas du yen japonais était en effet remarquable dans la mesure où il montre que les problèmes des pays européens développés sont les mêmes — dans ce domaine — que ceux du Japon, à l'expansion foudroyante et menaçante pour les U.S.A.

La position de la France en la matière peut paraître sans équivoque, pour elle l'Europe doit devenir « l'alliée indépendante » des U.S.A. ; mais en fait, deux mois après les Açores, rien n'a changé. Le retour aux parités fixes pour les monnaies les plus fortes du monde a eu d'autant moins de conséquences constructives que des marges de fluctuation allant jusqu'à 4,50 % entre les monnaies européennes et le dollar furent établies de telle manière que la devise américaine reste encore en Europe la principale monnaie de règlement, alors que sa baisse sur les places financières est plus que sensible. Ramener cette marge à 2,25 % ou 2,50 %, mettre sur pied un mécanisme d'intervention communautaire des banques centrales pour soutenir les monnaies faibles, sont les premières propositions visant à faire de la C.E.E. une zone monétaire unique. Mais l'application d'un tel plan est bien aléatoire devant l'opposition américaine, et le fait essentiel qu'on peut craindre de voir l'Allemagne en position monétaire de force soutenir les thèses américaines. La concertation franco-britannique prend alors un relief nouveau.

L'Europe n'est pourtant pas prête de s'affranchir du dollar, et ce n'est pas une union économique et monétaire débouchant à terme sur l'union politique — rêve de tous les technocrates et autres groupes de pression — qui rendra la chose plus facile.

LE JEU DE LA FRANCE

Le seul fait tangible reste donc la réalité nationale, critère d'indépendance. La position de la France en ce domaine semble assez ferme, mais lui est-il possible de résister aux pressions internes et externes ?

La disparité des politiques de crédit adaptées aux conditions économiques de chaque pays témoigne de l'impossibilité d'une actuelle harmonisation complète de l'économie des pays membres de la Communauté élargie. Les divergences apparaissent, en particulier pour la fixation des taux d'escompte. Alors qu'en Allemagne le taux est actuellement de 3 % pour 4 % en Belgique et aux Pays-Bas, la Banque de France s'en tient à 6 %, taux le plus élevé de la C.E.E. La signification d'une telle comparaison est pourtant assez faible car chaque pays utilise différemment ce taux d'escompte. Par contre, il est significatif de remarquer que les taux d'intérêts à long terme restent encore très élevés en France, bien que le ralentissement de la hausse des prix (+ 0,3 % en janvier), s'il se continue, entraînera avant le mois d'avril une baisse du loyer de l'argent. Mais que

penser des émissions sur les places étrangères autorisées par le gouvernement en 1971 par quelques grandes firmes comme Renault ou La Française des Pétroles (Total), et ce à des taux inférieurs d'au moins 2 % à ceux pratiqués en France ? De même, les récentes conversations franco-allemandes ont prouvé combien Bonn cherchait à influencer la politique économique française, alors que les mesures de relance à caractère social ou régional ne peuvent en aucun cas dépendre d'un quelconque « comité d'orientation » européen dont le projet fut soutenu avec ardeur par Johan B. Schoellhoer, secrétaire d'Etat au ministère de l'Economie de la R.F.A.

En définitive, un des rares aspects de la politique française qui soit mis en place par les pays européens, ou par les U.S.A. eux-mêmes, est le dirigisme — longtemps considéré comme le modèle du genre... à ne pas suivre. M. Nixon lui-même, champion du libéralisme économique et monétaire, a pris le 15 août la décision de bloquer les salaires et les prix. La lutte contre l'inflation peut passer par le dirigisme, mais c'est une arme dangereuse propre à asphyxier tel ou tel secteur de l'économie. La France l'utilise amplement depuis longtemps, mais par ailleurs son gouvernement, son système, en font quelque chose qui balance sans cesse entre le totalitarisme et le régime « des dérogations », ou encore entre le centralisme bureaucratique le plus sévère et l'anarchie latente propre au libéralisme qui forme la toile de fond de l'économie.

Face à la puissance américaine, face à une Europe « sauvage » dominée par la force économique de l'Allemagne fédérale, la France peut et doit préserver son indépendance de décision et de développement. S'il est indéniable qu'une concertation suivie — sur le plan des remèdes à apporter aux bouleversements monétaires — est nécessaire, une telle concertation ne peut être influencée par toute pression interne ou externe sans risquer d'aliéner le développement harmonieux d'un pays capable de proposer des solutions originales et acceptables aux problèmes internationaux.

LE TIERS-MONDE OUBLIÉ

Car il est un aspect des problèmes actuels trop souvent passé sous silence par des commentateurs routiniers, à savoir que les premières victimes du jeu impérialiste des Etats-Unis sont les pays sous-développés auprès desquels la France a un rôle de premier plan à jouer. Mais l'intérêt des groupes de pressions idéologiques et capitalistes maîtres des institutions, se porte davantage sur le « fromage » européen que vers une œuvre de grande politique.

Philippe DILLMANN.

RÉPUBLIQUE OU MONARCHIE
La semaine prochaine, la réponse de
Marcel LOICHOT
(Président de l'Union Pancapitaliste)

RÉUNIONS ET CONFÉRENCES

PARIS VII^e

« La France ».

Conférence de Michel Giraud le 17 mars à 21 heures, Café des Invalides, angle boulevard de La Motte-Picquet et boulevard de La Tour-Maubourg.

PARIS VIII^e - XVII^e

« Libertés pour Paris ».

« La Décentralisation ».

Conférence d'Arnaud Fabre le mardi 14 mars à 21 heures, Caves Pétrissans, 30 bis, avenue Niel.

PARIS XV^e

« L'Urbanisme au XX^e siècle ».

Conférence d'Arnaud Fabre le 10 mars à 21 heures, Café des Sports, 24, rue Alain-Chartier (métro : Convention).

RUEIL

« Sauver Paris ».

Sous la présidence de Gérard Carpentier, le 17 mars à 20 h 45, 8, rue des Godardes. Tél. : 967-16-46.

NANTES

« Ce que peut, ce que veut la N.A.F. ». Débat animé par Marc Beauchamp, le jeudi 16 mars à 20 h 30, « Central Hôtel » à Nantes.

REIMS

Conférence de Gérard Leclerc le jeudi 15 mars à 21 heures, salle Carteret, boulevard Carteret.

NICE

Le Cercle « Charles-Maurras » communique les dates de sa prochaine conférence qui aura lieu salle Bréa, 4, boulevard Carabacel à Nice, le 14 mars à 20 h 45.

CHAMBERY

Petite salle du cinéma La Grenette, rue Paul-Bert, dimanche 12 mars à 15 heures.

Conférence de Bertrand Renouvin : « La N.A.F., tradition et progrès ».

LILLE

Session d'étude de la Fédération royaliste du Nord, animée par Arnaud Fabre, le 19 mars. Cette session aura lieu au local, 37, rue Alexandre-Leleu (2^e étage).

BAR-SUR-SEINE

Conférence de Bertrand Renouvin, 20, rue Charles-Moreau.
« Le nouveau débat sur la République et la Monarchie ».

LE HAVRE

Conférence de Gérard Leclerc le 17 mars à 21 heures, Palais de la Bourse, au Havre.

CENTRE UNIVERSITAIRE DAUPHINE

— Stand chaque jour de 12 à 13 heures dans le hall.
— Permanence tous les après-midi au local de la N.A.F., salle D 112. Tél. 553-50-20, poste 47-26.

LIMOGES

Centre Turgot, 43, cour Bugeaud, 83 - Limoges. Permanence le mardi de 16 à 19 heures.

TOURS

Permanence chaque mercredi à 17 h, Café de l'Univers, 2^e étage.

CHARENTE

Pour toute correspondance : Ph. Thomas, B.P. 242, 16 - Angoulême-Nouvelle.

RENNES

Permanence le jeudi à 16 heures au local, 16, rue de Châteaudun (1^{er} étage sous le porche), 35 - Rennes.

BREST

M^{re} Yvon Pen, 63 bis, rue de Lyon, 29 N - Brest.

VERSAILLES

Permanence salle du Tribunal de l'Hôtel de Ville, 15 à 18 heures, le 12 mars.

PARIS XVIII^e - IX^e

Permanence café « Le Carrefour », 99, rue Ordener, tous les mardis de 18 heures à 19 h 30.

CE QUI S'EST PASSÉ LA SEMAINE DERNIÈRE

MERCREDI 23 FÉVRIER :

Réunion de la section N.A.F. de Rennes sous la présidence de Job de Roince. Arnaud Fabre a animé un débat sur le problème breton.

SAMEDI 26 FÉVRIER :

Les étudiants de la N.A.F. distribuent au Quartier Latin, à Paris, des tracts : « Chez Renault on tue ».

DIMANCHE 27 FÉVRIER :

Réunion à Lyon avec Gérard Leclerc et Marc Beauchamp. Le démarrage d'une section N.A.F. est, on l'espère, imminent.

MERCREDI 1^{er} MARS :

Maître G.-P. Wagner, président du Comité directeur de l'Action française, et Marc Beauchamp animent à Nantes une réunion de présentation de la N.A.F. aux adultes nantais.

VENDREDI 3 MARS :

— Gérard Leclerc répond, de 17 à 18 heures, aux questions de Jacques Chancel, sur France-Inter.
— A Sceaux, journée d'action à la Faculté.

Notre réseau de distribution

AUBE

La Civette, place Mal-Foch, 10 - Troyes.

JURA

La Maison de la Presse, 17, place de la Liberté, 39 - Lons-le-Saunier.

SARTHE

La Broceliande, 21, rue de la Reine-Bérangère (vieille ville), 72 - Le Mans.

LOIRE-ATLANTIQUE

Librairie Coiffard, rue de la Fosse, 44 - Nantes.

ISÈRE

France Agence, place Victor-Hugo, 38 - Grenoble.
K'Store, cours Berriat, 38 - Grenoble.

VAR

Librairie d'Amalric, avenue de la Mer, 83 - Six-Fours.

PARIS

Au journal.
Lamblot, 10, rue Croix-des-Petits-Champs, Paris (1^{er}).

LILLE

Cinéma « Le Régent », rue de Béthune.
Les Nouvelles Galeries, rue Nationale.

Les artistes d'A. F.

Tous nos amis désirant participer comme exposants à des manifestations artistiques sont priés de se faire connaître. Notre but est d'abord de recenser tous ceux qui seraient désireux de faire connaître leur production artistique.

Adressez toute correspondance à :

M^{lle} Isabelle MINORET

11, rue Marcel-Renault

PARIS (17^e)

EXPOSITION A TOURCOING

Ecole Régionale des Beaux-Arts et d'Architecture, 12, rue de Gand.

Exposition de dessins d'Arnaud Delambre, du 8 au 24 mars.

MEETING ROYALISTE

Judi 16 mars 1972 à 21 heures

RÉVOLTES ET RÉPRESSION

« OUI AUX LIBERTÉS »

« NON AU SECTARISME DES SECTES
SUBVERSIVES ET RÉPUBLICAINES »

44, rue de Rennes - Paris (6^e)

Emmanuel Mounier

ou la difficulté d'entrer en politique

Jean-Marie Domenach se devait un jour d'écrire son « Mounier ». Voilà qui est fait pour le quarantième anniversaire de la fondation d'*Esprit* ; dans le cadre de l'excellente collection « *Ecrivains de Toujours* » du *Seuil* (1). Le genre de la collection convenait tout à fait à l'initiateur du personnelisme : présenter sous un même regard la vie et l'œuvre d'un auteur apparaît si naturel dès lors que l'on évoque la figure de celui pour qui l'engagement entraînait l'adhésion totale de l'être. Peu d'écrivains autant qu'Emmanuel Mounier ont réussi cette performance d'une œuvre entièrement écrite sous le signe du combat qui était toute sa vie sans jamais s'accorder quelques pages de gratuité.

C'est dire l'homme que fut Mounier, toujours admirable, parfois héroïque, d'un héroïsme qui confine à la sainteté. On ne peut évoquer sans émotion l'attitude qui fut sienne lorsqu'il sut que sa petite fille Françoise, frappée d'une encéphalite vaccinale, allait sombrer dans une débilité profonde. *Du matin au soir, ne pensons pas à ce mal comme à quelque chose qu'on nous enlève, mais comme à quelque chose que nous donnons, afin de ne pas démeriter de ce petit Christ qui est parmi nous.* On reconnaît dans ces épreuves la qualité d'un être, celle qui d'ailleurs transparait dans le style, un style qui même dans la polémique ne se départit jamais d'une parfaite noblesse.

On sait que Mounier, agrégé de philosophie, ne tarda pas à quitter l'enseignement pour donner entièrement son temps à l'activité militante (direction de sa revue, conférences, livres, etc.). Au moment où il lance *Esprit*, avec Georges Izard, Paris voit se lever une nouvelle génération intellectuelle dont les tendances et les aspirations sont assez proches des siennes. Dans un livre passionnant, *Les non-conformistes des années 30* (2), Jean-Louis Loubet del Bayle a évoqué cette période où Jean de Fabrègues et Thierry Maulnier aux alentours de l'Action française, Arnaud Dandieu et Robert Aron, dans un mouvement dont certains ont indûment repris le titre aujourd'hui, et l'équipe d'*Esprit* tentent de définir une voie originale hors des ornières du fascisme, du communisme et du capitalisme. La crise économique qui secoue tous les pays d'Occident est propice aux remises en question globales. Les jeunes intellectuels découvrent que derrière l'économie c'est toute la civilisation qui est touchée.

Mounier, pour sa part, dénonce l'individualisme bourgeois, source de toutes les injustices engendrées par le capitalisme. Il se méfie des gens d'ordre : « Une vieille habitude de tranquillité bourgeoise nous fait croire à l'ordre chaque fois que le repos s'établit. La question est de savoir si le monde n'est pas plutôt fait de

telle sorte que le repos y soit un désordre. » De là toutes ses dénonciations du désordre établi, ses prises de position pour le pauvre et l'opprimé, les habitants de cette banlieue *qu'on dit rouge et qui n'est que grise*. Il n'est pas sans intérêt de relire ses dénonciations même si elles ont quarante ans d'âge. Certains appels actuels à la « réaction » face aux événements de chez Renault font étrangement penser à cette grande peur des bien-pensants émus par l'apparition de quelques barres de fer mais indifférents à l'assassinat larvé de milliers d'existences qu'évoquait la semaine passée l'éditorialiste de la « N.A.F. ».

Face au désordre établi, Mounier propose avant tout une révolution spirituelle : *« L'esprit doit garder l'initiative et la maîtrise de ses buts, qui vont à l'homme par-dessus l'homme, et non pas au bien-être. (...) Il y a une sagesse qui a raison, mais la folie seule peut aboutir. (...) Dans ce monde inerte, indifférent, inébranlable, la sainteté est désormais la seule politique valable et l'intelligence, pour l'accompagner, doit garder la pureté de l'éclair. »* Dans cette perspective, le personnelisme se comprend non comme une philosophie pure, une contemplation des essences mais comme une attitude existentielle.

Cette attitude, Mounier la définira sur la fin de sa vie comme *l'invention perpétuelle d'une synthèse qu'aucun âge ne réalise à jamais. La permanence de l'homme, c'est l'aventure ; la nature de l'homme c'est l'artifice. Assumer cette aventure, diriger cet artifice, afin que l'homme, sous des visages chaque fois inattendus, soit toujours plus homme, telle est la tâche où, pour nous, tradition et révolution dialoguent et se poussent l'une l'autre.* Il faudrait longuement réfléchir à ce personnelisme. Pour ma part, je pense qu'il vise juste dans ses grandes intuitions, qu'il repose (et doit reposer) sur une philosophie générale, une métaphysique, sous peine d'inconsistance. L'attitude qu'il implique mériterait d'être prise en considération en ce temps de débauches de structuralismes. La grande idée du *Traité du caractère* tient dans cette proposition que chacun a à bâtir son destin à partir d'un donné, d'une nature, d'une situation mais qu'en fin de compte c'est la liberté qui construit le destin personnel. Oublier cela c'est sombrer dans le déterminisme de la matière à la mode marxiste ou à la mode freudienne. Telle est la vérité du personnelisme. (3)

Pourtant lorsque nous évoquons les prises de position politiques de Mounier, sa doctrine sociale, sa conception de l'Etat et des structures politiques en général, nous sommes frappés de leur idéalisme.

Henri Massis a justement fustigé son incroyable volonté de désarmement au moment où Hitler réarmait. Mounier, après avoir passionnément réclamé ce désarmement, allait dénoncer Munich comme une lâcheté face à l'hydre nazie. N'était-il donc pas victime lui aussi de ce moralisme des bons sentiments qu'il lui est arrivé de dénoncer ? Nous touchons là à la grande faiblesse de sa pensée.

Refus des médiations, a-t-on dit à son propos. Rien n'est plus vrai. Ce refus s'est traduit surtout dans le domaine politique, devant lequel Mounier paraît manifester comme une répugnance, une sorte de recul face à un monde d'impureté, de compromissions où l'on risque de se salir les mains. Mais tout de même, il faut bien assumer les responsabilités suprêmes, il faut gouverner les peuples ! Certes, on trouve quelques passages dans l'œuvre de Mounier où est posée la question institutionnelle, mais fort curieusement c'est toujours dans des termes d'un juridisme abstrait. Le fait qu'il soit complètement étranger à la pensée de Maurras explique certainement pour une grande part cette extraordinaire carence.

Mounier préférerait parler de condition humaine plutôt que de nature humaine. Sans doute avait-il raison sur ce point. Mais précisément la condition humaine consiste dans une insertion dans une patrie, dans une nation, dans un héritage. Elle consiste aussi dans un certain nombre de structures sociales « naturelles » ou volontaires, ou mi-naturelles et mi-volontaires. Il manque au personnelisme toutes ces dimensions du nationalisme intégral, sans lesquelles l'homme ne peut répondre aux fins de son destin.

Malgré tout le passif qui sépare notre école de celle d'*Esprit*, nos oppositions politiques (et nous pensons que l'A.F. a eu sur *Esprit* l'avantage de la lucidité) nous ne croyons pas pour autant que le débat en soit rendu impossible. Il existe un Maurras personneliste. Jacques Paugam l'a très bien saisi en ce qui concerne la première période de l'Action française. Je pense l'avoir montré pour ma part en analysant la *politique naturelle*. Pourtant ce personnelisme n'abolit pas chez Maurras la nécessité des médiations politiques, des structures. Au contraire. Il faut aux disciples de Mounier, malgré son exemple, entrer résolument en politique.

Gérard LECLERC.

(1) Emmanuel Mounier par J.-M. Domenach, Le Seuil.

(2) Le Seuil.

(3) Nous réservons ici le problème des rapports de l'attitude personneliste proposée à tous et de la foi chrétienne.